
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris
(Institut historique allemand)
Band 11 (1983)

DOI: 10.11588/fr.1983.0.51421

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

ganzen doch als wichtigen, die weitere Forschung sowohl für die deutsche als auch für die sowjetische Seite anregenden, bedeutenden Beitrag zur Geschichte des entscheidenden Kriegsjahres 1941 dankbar begrüßen.

Uneingeschränktes Lob verdienen die vorzüglichen Skizzen, Grafiken und Tabellen, vor allem im Beiheft, die die Lektüre insbesondere der dem militärischen Verlauf des Krieges gewidmeten Kapitel sehr erleichtert, ja, zum Teil überhaupt erst ermöglicht.

Andreas HILLGRUBER, Köln

Waclaw DLUGOBORSKI (éd.), *Zweiter Weltkrieg und sozialer Wandel. Achsenmächte und besetzte Länder*, Göttingen (Vandenhoeck u. Ruprecht) 1981, 388 S. (Kritische Studien zur Geschichtswissenschaft, 47).

Après comme auparavant, il nous manque toujours une grande histoire sociale du Troisième Reich ou de la Deuxième Guerre Mondiale. L'expérience de la dictature, de la guerre et de la ruine européenne a, en général, contribué à ressusciter l'historiographie à orientation biographique, politique et diplomatique. En Allemagne surtout, on a assisté à un néohistorisme – ce qui n'a rien de surprenant dans un pays où la tradition en historiographie sociale avait encore été affaiblie par les pertes culturelles qu'avait occasionnées le Nazisme. Mais, abstraction faite de cela, la dictature et la guerre semblaient être des événements catastrophiques de caractère ponctuel, c'est-à-dire qu'elles semblaient représenter le sujet-vedette de l'historiographie traditionnelle qui favorisait le récit et l'analyse des événements. Vint s'y ajouter, en face des crimes du régime national-socialiste, le souci du psychologique qui devait favoriser, lui-aussi, l'analyse des motifs de certains personnages, accentuant ainsi encore une fois le rôle des «grands auteurs» dans l'histoire. L'analyse du développement des structures sociales et même les écrits sur l'histoire économique, se faisaient attendre¹. Le premier essai de description systématique de la société nationalsocialiste et de la politique sociale du régime nazi, celle-ci restée bien fragmentaire d'ailleurs, était celui de David Schoenbaum (1966), «Hitler's social revolution. Class and status in Nazi Germany 1933–1939», qui fut bientôt traduit en allemand². Après avoir décrit en détail les difficultés de la recherche des sources, Schoenbaum écrivait: «Le problème fondamental d'une histoire sociale du Troisième Reich, ce n'est ni une question de la documentation ni de la cohérence... Le problème proprement dit, c'est de comprendre ce que nous savons, une difficulté que n'ont su surmonter la plupart des contemporains du Troisième Reich»³.

Ce dictum est toujours valable. La tyrannie totalitaire du 20^e siècle dépasse de loin la faculté de l'historien de la comprendre suivant les règles établis de la «Verstehenslehre». L'historien polonais Jan Tomasz Gross a même demandé si une sociologie qui arriverait à établir une théorie de «l'univers concentrationnaire» ne serait pas immorale, si elle «ne représenterait pas l'ultime triomphe de l'intellect de l'homme sur sa conscience»⁴.

1 La Zeitschrift für Geschichtswissenschaft, périodique quasi-officiel des historiens en Allemagne d'Est, avait, à vrai dire, commencé assez tôt à s'occuper de l'histoire sociale et économique du Troisième Reich, mais avec une forte préoccupation idéologique; voir aussi les remarques de Peter HÜTTENBERGER, *Bibliographie zum Nationalsozialismus*, Göttingen 1980, pp. 7–11.

2 La traduction allemande parut sous le titre «Die braune Revolution. Eine Sozialgeschichte des Dritten Reiches», Köln et Berlin 1968.

3 Ibid., p. 23.

4 Cf. Michael STÜRMER, *Das ruhelose Reich. Deutschland 1866–1918*, Berlin 1983, p. 9–10; Jan Tomasz GROSS, *Polish society under German occupation. The Generalgouvernement, 1939–1944*, Princeton UP 1979, pp. 292–293. – Toutes citations dans le texte ainsi que les titres des articles ont été traduits ou de l'allemand ou de l'anglais par l'auteur de celui-ci, et sous sa responsabilité.

Tout de même, l'historiographie ne peut renoncer à essayer une évaluation des conséquences sociales du Troisième Reich qui se dessinent plus nettement au fur et à mesure que s'accroît la distance dans le temps qui nous sépare des années 30 et 40. Les ouvrages de Martin Broszat et de Karl-Dietrich Bracher signalaient un progrès considérable même si les auteurs mettaient toujours l'accent sur l'histoire des structures et des modes d'organisation politiques. La question des continuités et des développements de longue durée fut toujours abordée avec hésitation et son traitement témoignait de la peur des revenants néo-fascistes⁵. Le Troisième Reich, avait-il modernisé la société et l'économie allemandes? Question hérétique à laquelle Bracher donnait une réponse positive, mais il le fit comme à contrecœur. Et Martin Broszat d'indiquer, d'une part, «les processus d'une profonde déformation sociale et socio-psychologique» (p. 423), et de soutenir, d'autre part, que toute politique nazie en matière sociale avait dû échouer, qu'elle n'avait jamais pu être autrement que destructrice⁶.

Il est aisé de comprendre qu'une société démocratique d'après-guerre n'aimait pas de se voir en héritier ou bien en profiteur des années 1933-1945. Cette peur, les Allemands le partagent avec d'autres nations. L'historien canadien Joseph Jones a remarqué récemment: «Un des débats les plus intéressants de l'historiographie française contemporaine porte sur la signification du régime de Vichy, notamment de l'effet de ses réformes sociales et économiques sur la France d'après-guerre. Immédiatement après la guerre, Vichy fut regardé avec honte comme un régime qui s'était asservi à l'arbitraire de l'occupant. L'alliance qui fut investie du pouvoir par la Libération croyait qu'il conviendrait de considérer la période de Vichy comme de quatre années perdues, «les années noires», pendant lesquelles tous efforts de réforme furent des impositions allemandes qui manquaient de refléter les réalités sociales de la France. La Libération avait fait table rase, et une nation réunie pouvait s'attaquer à effectuer les changements nécessaires afin de rattraper son ancienne grandeur dans un monde en transformation.» Et de conclure: «Des recherches historiques plus récentes ont amené une réévaluation de Vichy en mettant un accent beaucoup plus fort sur la continuité entre Vichy et la France d'après-guerre»⁷. La destruction de tels tabous est certainement un des événements majeurs dans l'historiographie contemporaine qui ne peut qu'en profiter.

Un exemple en est l'ouvrage dont on parle ici. Waclaw DLUGOBORSKI en tant qu'éditeur et les auteurs du recueil «Zweiter Weltkrieg und sozialer Wandel» nous présentent une introduction – qu'il est de rigueur de lire attentivement – et 17 articles qui donnent l'aperçu de leurs résultats de recherche actuels. Pour le dire tout d'abord: malgré les limitations géographiques des contributions, ce recueil est très important et très instructif. Les textes furent, en premier lieu, présentés à l'occasion d'un colloque à Bielefeld (RFA) en 1979. Ils n'informent pas seulement sur l'état présent des recherches en Allemagne – le lecteur allemand connaîtra bien, p. e., Dietmar Petzina et H.-E. Volkmann – ils permettent aussi de s'informer des progrès de recherche en France, en Pologne, en Tchécoslovaquie, et dans d'autres pays.

Les articles se groupent autour de quatre sujets centraux: 1. Allemagne: Population, ouvriers et patronat (Dietmar PETZINA, La situation sociale des ouvriers allemands et le problème de leur mobilisation pour le travail pendant la Deuxième Guerre Mondiale; Hans-Erich VOLKMANN, Des relations entre la grande économie et le régime national-socialiste pendant la Deuxième Guerre Mondiale; Adelheid zu CASTELL, Les conséquences démographiques de la Première et

5 Martin BROSZAT, *Der Staat Hitlers. Grundlegung und Entwicklung seiner inneren Verfassung*, München, plusieurs éditions; on se reporte ici à celle de 1971; Karl Dietrich BRACHER, *Die deutsche Diktatur. Entstehung – Struktur – Folgen des Nationalsozialismus*, 5^e éd. corr., Köln 1976.

6 BROSZAT, p. 423 et sqq. – Aujourd'hui, la notion de «modernisation» n'évoque plus de façon automatique des associations positives. Aussi est-il devenu plus aisé de s'apercevoir des éléments modernisateurs que peut avoir une politique même destructrice et vice versa.

7 Vichy France and postwar economic modernisation: The case of the shopkeepers, in: *French Historical Studies* 12 (1982) pp. 541-563; la citation p. 541.

de la Deuxième Guerre Mondiale dans le Reich allemand, la République démocratique allemande et la République fédérale d'Allemagne; Wolfgang Franz WERNER, Les camps de travail en tant qu'instrument de la politique »sociale« du régime national-socialiste contre les ouvriers allemands); 2. Allemagne: Secteurs spéciaux de la »politique sociale« national-socialiste (Falk PINGEL, Les prisonniers aux camps de concentration et leur mobilisation pour le travail par les national-socialistes; Krzysztof DUNIN-WASOWICZ, Aspects sociaux et socio-psychologiques de la résistance des prisonniers aux camps de concentration; Anna PAWELCZYŃSKA, Différenciation de la communauté de prisonniers et chances de survivre au KZ Auschwitz; Christian STREIT, Aspects de politique sociale du traitement des prisonniers de guerre russes); 3. L'Europe septentrionale, occidentale et méridionale (Patrick FRIDENSON, Les répercussions de la Deuxième Guerre Mondiale sur les ouvriers français; Roger FRANKENSTEIN, La mobilisation de la main-d'œuvre en France par les Allemands et la collaboration des entreprises françaises avec la puissance occupante, 1940-1944; Emile KRIER, La politique ethnique allemande au Luxembourg et ses conséquences sociales; Renato MONTELEONE, Transformation sociale en Italie entre guerre et résistance; Aage TROMMER, Sabotage et grèves au Danemark occupé. Leur signification économique, politique et sociale); 4. L'Europe central-orientale et orientale, l'Extrême-Orient (Seppo MYLLYNIEMI, La transformation des structures sociales aux pays baltes pendant et à cause de l'occupation allemande; Alice TEICHOVA/Robert WALLER, L'entrepreneur tchèque à la veille et au commencement de la Deuxième Guerre Mondiale; Waclaw DLUGOBORSKI, La politique d'occupation allemande et les changements de la structure sociale de la Pologne 1939-1945; Bernd MARTIN, Changement social au Japon pendant la Deuxième Guerre Mondiale et ses conséquences pour l'après-guerre).

Il n'est pas possible ici de faire plus qu'un choix subjectif. De même, il n'est pas profitable de démontrer les lacunes qu'un recueil comme celui-ci ne saura jamais éviter... Contentons-nous d'un coup-d'œil sur l'introduction, l'article de P. Fridenson et celui de W. Dlugoborski.

Dans l'introduction, DLUGOBORSKI met l'accent sur ce qu'il identifie, à la différence de la Première Guerre Mondiale, comme »buts en matière de structures sociales« (p. 11) des belligérants. Voilà un nouveau domaine de recherche à peine défriché, qu'il s'agit des pays occupants ou des pays occupés, soit que ceux-ci faisaient de la résistance, qu'ils étaient passifs ou qu'ils y étaient, dans certains groupes sociaux, des collaborationnistes. De plus, il faudrait distinguer entre les mesures de l'occupant qui visaient à un effet direct, les développements provoqués chez les occupés et, ce qui sera très difficile à dégager, les développements qui se produisaient indépendamment de la guerre et des actions des participants.

En huit articles, l'éditeur essaie d'établir une typologie des répercussions dans la sphère de domination allemande qui porte surtout sur les »structures« et bien moins sur »les attitudes et les comportements« (p. 22 sqq.).

1. La stratégie de la guerre éclair impliquait aussi l'exploitation économique des pays attaqués.
2. Parallèlement, il y avait un programme à long terme, »l'Ordre Nouveau« de l'Europe qui envisageait une transformation profonde en matière sociale et économique.
3. Le cadre de référence de ce programme fut établi par l'idéologie raciste des national-socialistes.
4. Ceux-ci cherchaient à créer une »hiérarchie des peuples« aux »dimensions socio-économiques et socio-culturelles« (p. 23).
5. Le mode de coexistence des Allemands avec les nations occupées devait correspondre à cette hiérarchie.
6. La politique pratique d'occupation s'efforçait d'intégrer les pays occupés dans la sphère de domination du Troisième Reich. On devrait se demander de la liberté d'action qu'avaient dans ce système, les Allemands et les occupés.
7. Le caractère des pressions exercées variait, dans la politique d'occupation, selon les différences dans les diverses régions (cf. art. 4-6).

8. Dans le cas des techniques d'occupation radicales à caractère fasciste proprement dit, il ne s'agit plus d'occupation traditionnelle, mais des projets d'annihilation physique.

Tout de même, Dlugoborski tient à énumérer encore d'autres facteurs qui ont été d'importance dans l'histoire des pays occupés: les conditions sociales au début de l'occupation, la capacité des différentes sociétés de résister, le »champ d'application social des anciennes et des nouvelles institutions« et, enfin, le rang social et quantitatif qu'avaient les groupes le plus directement frappés des populations respectives.

La question de la continuité ou de la discontinuité est d'une importance particulière (p. 33 et sqq.). Ici, Dlugoborski contredit la thèse de Hans Mommsen – l'influence allemande sur les régions occupées aurait été anti-modernisatrice – et il ne consent qu'avec beaucoup de réserves au point de vue de Bracher⁸, c'est-à-dire que les conséquences de la défaite proprement dite aient été plus importantes que celles de changements survenus pendant le Troisième Reich. Une analyse différenciée des développements au niveau d'une comparaison plurinationale s'impose de toute évidence. A présent, on doit se contenter, selon l'éditeur, »d'une typologie descriptive« (p. 38).

L'article de Patrick FRIDENSON est intéressant à plusieurs titres: d'une part, par sa méthode. L'auteur s'est décidé de »rechercher continuité et discontinuité de l'économie et de la société sous les conditions de la guerre« (p. 199). D'autre part, par l'interprétation de la guerre qui en résulte: la guerre »n'est qu'un facteur central dans un grand cycle social qui débuta en 1936 et qui prit fin en 1948« (ibid.). La guerre n'est plus, pour ainsi dire, d'importance primordiale. Le rôle des Allemands s'éclipse presque totalement. Cette méthode offre l'avantage que nous en connaissons de la recherche en histoire des temps modernes et des »Annales«: on peut plus aisément se désister de la fixation à quelques dates spectaculaires de l'histoire de la guerre. D'une remarquable sobriété d'ailleurs l'attitude qu'adopte l'auteur à l'égard de Vichy – comme s'il avait pris à cœur l'avis de Robert O. Paxton: »Vichy a toujours suscité les passions. Maintenant, comme il s'éloigne dans le temps, il devait susciter des efforts intellectuels«⁹. Tout de même, le rôle des occupants, pourra-t-on le diminuer d'une telle manière? Même si la politique allemande en France a été assez restreinte, comparaison faite avec celle envers la Pologne, et si elle restait plutôt orientée vers les concepts classiques de *debellatio* et d'*occupatio*? La méthode qu'a empruntée Fridenson provoque la question des relations entre causes et effets et de leur poids respectif. Pourra-t-on, à l'inverse de la phrase de Raymond Aron, ne pas penser la guerre, ne plus la regarder comme *conditio sine qua non* des changements sociaux?

L'article de Dlugoborski, tout au contraire, nous fait connaître un pays occupé où la politique des occupants visait à déformer la structure sociale par les moyens les plus brutaux. L'annihilation physique de certaines couches de la société en fit partie intégrante (l'intelligentsia, les juifs). Gross a récemment formulé la théorie qu'une société ne peut être détruite que moyennant son élimination physique¹⁰. Si un occupant exerce des pressions sur une société, celle-ci se »comprime«, elle change sans être détruite. Pourtant, il y aurait un »noyau« qu'on ne saurait atteindre, par ce processus de compression, sans que s'effondre, à un moment quelconque, le système entier. Immédiatement avant cet effondrement, la société résistera, sans plus se changer, à toute pression extérieure. Même si un régime d'occupants serait prêt à utiliser tous les moyens de contrainte, ce ne serait aucune »garantie absolue du succès d'une manipulation étendue de la société«¹¹. Ainsi, selon Gross, la résistance polonaise contre la dissolution de la société s'expliquerait-elle.

8 Cf. Karl Dietrich BRACHER, *Zeitgeschichtliche Kontroversen. Um Faschismus, Totalitarismus, Demokratie*, München 1976.

9 *Vichy France. Old guard and new order, 1940–1944*, London 1972, p. 399.

10 Op. cit., chap. XII; Gross a adopté et adapté la théorie de la compressibilité de Oskar Morgenstern.

11 Ibid., p. 299.

Pour nous, cette théorie offre l'avantage de faciliter la description du comportement d'une société dans des situations extraordinaires. En plus, elle explique l'extrême élasticité d'une société qui se reforme souvent très vite après la cessation des pressions extérieures sans que restent trop de traces visibles de l'expérience destructrice qu'elle a subie.

Pour la société polonaise, l'époque de l'occupation allemande avec sa «politique sociale» à motivation raciste signifiait cinq années de décimation physique et d'humiliation psychique. De même, l'occupation provoquait des changements structuraux tant à court qu'à long terme dont furent atteintes de façon très diversifiée les différentes couches de la société polonaise. Le degré de la souffrance dépendait de l'exposition aux mesures du régime national-socialiste. Au début, il semble qu'il y ait été quelques exemples d'un consentement partiel des occupés à quelques-unes des mesures répressives des occupants. On était, pourtant, loin d'une collaboration ou d'un collaborationnisme, et les occupants ne l'exigeaient pas non plus. Le 28 mai 1940, Himmler avait distribué à quelques initiés un mémoire sur le traitement des différents groupes ethniques dans l'Est qui exclut toute coexistence paisible sauf avec quelques privilégiés «de sang et de race»¹². – Le résumé de l'auteur: après la guerre, la «reconstruction des anciennes structures n'était guère possible» (p. 350). Il renonce, pourtant, à en expliquer en plus détail les raisons. Ainsi, l'histoire des conséquences sociales de la Deuxième Guerre Mondiale pour la Pologne, comme pour d'autres pays, se trouve amputée, peut-être par prudence politique...

Le recueil »Zweiter Weltkrieg und sozialer Wandel« ne peut pas compenser le manque d'un grand ouvrage »classique« sur l'histoire sociale des années 30 et 40 – et il ne le veut pas non plus. Il est plutôt un moyen d'information très actuel et à très haut niveau. Il serait à souhaiter que les nombreuses recherches spécialisées seront et demeureront bien coordonnées à l'avenir.

Ulrich-Christian PALLACH, Erlangen

Walter LIPGENS (†), *A History of European Integration. Volume 1: 1945–1947. The Formation of the European Unity Movement, with Contributions by Wilfried LOTH and Alan MILWARD.* Translated from the German by P. S. FALLA and A. J. RYDER, Oxford (Clarendon Press) 1982, XVI–723 p.

Ce premier volet d'une analyse des mouvements pour l'unification de l'Europe que l'auteur étendra jusqu'en 1950, s'insère dans un vaste programme de recherches que Walter Lipgens entreprend en partie en collaboration avec l'Institut Universitaire Européen de Florence. Est notamment en préparation une importante édition de documents concernant le mouvement européen, et dont le premier volume est prévu pour 1984¹. Pour l'édition anglaise, ce livre publié en allemand en 1977 a été entièrement revu, notamment à la lumière des archives anglaises devenues accessibles entretemps, et a été enrichi d'une contribution d'Alan S. Milward sur les projets d'union douanière européenne de 1947. L'ouvrage se base, outre sur une abondante documentation écrite, sur les archives officielles tant qu'elles sont accessibles sur le plan national

12 Voir les documents reproduits, p. e., in: VfZG 5/1957, pp. 195–198.

1 Des travaux préparatoires est sorti, entre autres: Walter LIPGENS (éd.), *Sources de l'histoire de l'intégration européenne (1945–1955). Guide des archives conservées dans les pays de la Communauté*, Stuttgart etc. 1980; cf. *Francia* 9 (1981) p. 858–859. Les premiers volumes de la documentation sortiront sous le titre: Walter Lipgens (éd.), *Documents on the History of European Integration, Vol. 1: Continental Plans for European Union 1939–1945, Vol. 2: Plans for European Union in Great Britain and in Exile 1939–1945*, New York et Berlin: de Gruyter 1984/85. Walter Lipgens est subitement décédé en mai 1984, mais la publication des volumes suivants consacrés aux années 1945–1950 semble néanmoins assurée.